

BERTRAND BADRÉ

Associé gérant et fondateur de Blue like an Orange Sustainable Capital, ancien directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Amir Ben Yahmed, directeur général de Jeune Afrique Media Group, président du Africa CEO Forum

Cela nous fait une très bonne transition avec vous, Bertrand. Avant de passer sur la situation financière dans laquelle nous allons entrer et la meilleure manière de la dénouer pour garder cette croissance africaine, pourriez-vous nous dire un mot ? J'ai dit en introduction que nous ne pouvions pas avoir une lecture unique du continent, parce qu'il y a des régions différentes, avec des pays qui ont des ressources différentes. Dans votre activité de fonds d'investissement, comment appréhendez-vous les différentes opportunités ou les différentes évolutions en termes des géographies africaines ?

Bertrand Badré

C'est l'un des éléments de complexité du narratif aujourd'hui. Lionel a mis en avant la dureté du mur conjoncturel avec les perspectives structurelles, si elles sont bien traitées derrière. Ces 20 dernières années, nous avons beaucoup misé sur l'unité africaine et nous voyons bien que de nombreuses choses se sont passées, mais qu'il y a aussi une fragmentation. C'est compliqué, les sous-régions ne fonctionnent pas de la même manière, les tensions ne sont pas les mêmes aux différents endroits. Si on ne prend que l'Afrique subsaharienne, on ne sait plus très bien quel est le poids de l'Afrique du Nord. Est-ce que l'Afrique du Nord est la région MENA, c'est l'approche de la Banque mondiale, ou bien repart-on d'un ensemble africain ?

Donc, on voit bien que dire qu'il y a un narratif africain, c'est à la fois utile et un peu trompeur. Il faut donc faire attention. D'autant plus que face à ce narratif, on l'a bien vu depuis trois jours, et cette session vient en point d'orgue, on a un narratif mondial qui est extraordinairement compliqué. Il n'y a aucune raison que le narratif africain échappe à la complexité du narratif mondial. Il y a toute une série d'événements qui nous traversent. Nous n'allons pas refaire la liste de tout ce que nous nous sommes dit depuis trois jours, mais on voit bien ce qui s'est passé depuis 20 ans en Afrique, avec les chocs de 2014-2015, puis le Covid, puis la guerre et tout ce que nous vivons aujourd'hui. Nous avons également le ralentissement chinois, qui est également un renversement, y compris sur le plan financier. Nous voyons bien la hausse des taux dans les pays occidentaux et les effets de bord sur l'ensemble des pays émergents, notamment sur les devises, mais pas seulement, sur les flux financiers également. Le développement du protectionnisme aussi. Je me souviens d'avoir organisé à la Banque mondiale, en 2014, une réunion sur la politique industrielle, j'ai dû faire ça en catimini, c'était un gros mot. Maintenant, tout le monde fait de la politique industrielle, ça

a évidemment des effets. Si l'Europe ou les États-Unis veulent subventionner les activités sur leur territoire, c'est autant d'activités qui n'iront pas forcément ailleurs.

Tout cela a donc des effets de bord. On voit bien le discours, puisque dans le narratif, il y a aussi le discours populiste d'un certain nombre de pays. On voit bien les tensions sur l'immigration. Et je pourrais continuer comme ça très longtemps. De même sur l'environnement évidemment, et on l'a redit dans la session sur le climat.

Et puis évidemment, une gouvernance internationale très polarisée et où, d'une certaine manière, l'Afrique joue un rôle de passage obligé. Nous voyons bien que cela est rappelé, régulièrement, comme c'était le cas au sommet de Paris. On nous a alors rappelé la mise en place d'un système en 1945, quand il y avait 50 États, dont un État africain. Aujourd'hui, il y a 200 États. À l'époque, on ne parlait pas de climat, maintenant, on en parle. Nous voyons donc bien qu'il faut toucher à ce système, qu'on ne sait pas par quel bout le prendre, mais que ce n'est pas l'Afrique qui a le plus de leviers pour toucher à ce système.

Nous avons donc un narratif qui est compliqué, qui est beaucoup plus difficile qu'entre 2000 et 2010. Entre 2000 et 2010, il y avait une histoire « relativement simple ». Aujourd'hui, nous avons plusieurs axes. Nous avons les tensions conjoncturelles très dures, qu'a évoquées Lionel, et structurelles. Nous avons un axe macro et micro, avec des difficultés macro et en même temps un jaillissement micro. Jean-Michel le dira aussi, en tant qu'investisseur, on voit des choses extraordinaires qui se passent. Mais effectivement, mes anciens collègues macro de Washington me disaient : « Comment peux-tu investir dans des pays comme ça ? » Et je leur répondais : « Ce sont des pays où des gens vivent, produisent, consomment, se soignent, et où il se passe des choses. » Cette tension entre le macro et le micro est compliquée dans les conversations parce qu'on est très naturellement macro dans les grandes discussions, alors qu'en fait, le micro joue aussi.

Nous avons aussi cette espèce de petite musique, compliquée à gérer, dans laquelle on passe constamment de : l'Afrique est un problème à l'Afrique est une solution.

Amir Ben Yahmed

Ça manque en effet de nuance.

Bertrand Badré

Nous en parlons en préparant cette séance. D'un côté, il y a une multiplication des forums Afrique-Russie, Afrique-Turquie, Afrique-Chine, Afrique-Europe, bientôt Afrique-Italie ; il y avait Afrique-France. Tout le monde veut s'en occuper et en même temps les flux financiers diminuent sur tous les compartiments du jeu. L'aide publique au développement demeure, et ça a été dit dans l'atelier finances hier, même si l'aide publique dans son ensemble augmente, une bonne partie sert notamment aux politiques de réfugiés, une partie qui va vers l'Ukraine. Ainsi, les flux nets réels en plus vers l'Afrique diminuent. Les financements privés diminuent, les transferts des migrants diminuent.

Nous voyons donc bien qu'il y a un décalage entre un narratif prometteur, auquel j'adhère à moyen long terme, et cette espèce de mur conjoncturel auquel on est confronté aujourd'hui. Je pense que c'est cette discussion qu'il faut avoir aujourd'hui. Il faut que nous ne niions pas



la réalité de toutes les difficultés, mais que nous nous projetions au-delà de ce mur de 2024-2025 en nous disant qu'une partie de la solution de nos problèmes est en Afrique.

Amir Ben Yahmed

Nous reviendrons sur les questions de financement et la capacité des économies africaines à mobiliser le capital local.